

Votre revue canadienne de recherche et de sauvetage

SAR SCÈNE

Numéro spécial 2001

REPORTAGES SPÉCIAUX

Aperçu -
SARSCÈNE 2000



SARPAL : L'embarcation
télécommandée
permet la réduction
des risques



Le 413^e Escadron
remporte le
trophée Diamond
au SAREX



Bureau de la protection
de l'infrastructure
essentielle et de la
planification d'urgence



Canada



Secrétariat national
Recherche et sauvetage

National Search and
Rescue Secretariat

POSTES

CANADA



CANADA

POST

Port payé
Poste-
publications

Postage paid
Publications
Mail

1713825

TABLE DES MATIÈRES

LETTRES

Lettre de la rédactrice en chef.....2
Lettre d'adieu du directeur exécutif.....2

SARSCÈNE 2000

Des résultats enviables pour la recherche
et le sauvetage en l'an 20003
Mission accomplie3
Aperçu – SARSCÈNE 2000.....4

FONDS DES NOUVELLES INITIATIVES EN R-S

SARPAL : L'embarcation télécommandée
permet la réduction des risques6
Fonds des nouvelles initiatives en R-S
2001-20027

PRIX

Le 413^e Escadron remporte le trophée
Diamond au SAREX8
Dave Brewer reçoit le prix du bénévole de
l'année9
Des plaques d'immatriculation
spéciales pour les bénévoles9
Nouvelle date limite – prix pour réalisation
exceptionnelle en recherche et sauvetage..9

BIBLIOTHÈQUE

Basic Mountain Safety From A to Z.....11

NOUVELLES DE R-S

Rehausser la capacité d'information
en matière de prévention12
Projet d'initiative de transition stratégique.13
Entrevue avec Margaret Purdy, chef
du nouveau Bureau de la protection
de l'infrastructure essentielle et
de la planification d'urgence14
R-D au BPIEPU.....15

CALENDRIER.....16

SARSCÈNE

SARSCÈNE est une publication trimestrielle du Secrétariat national de recherche et de sauvetage. Traduction, révision et lecture d'épreuve par ALTER EGO Traducteurs Inc. Révision anglaise par PMF Editorial Services Inc. Impression par Gilmore Printing Services Inc.

Photographies : p.3, CCAC – F. Vézina; p.8, 413^e Escadron; p.12, OMU (N.-É.); p.14-16, Revue de protection civile.

Les opinions et les faits relatés dans cette revue relèvent des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou politiques du Secrétariat. Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à :

SARSCÈNE

Téléphone : (613) 996-3035 ou 1 800 727-9414

Télécopieur : (613) 996-3746

Courriel : dmiller@snrs.gc.ca

Internet : <http://www.snrs.gc.ca>

Rédactrice en chef : Louise Pilloud

Rédactrice de numéro : Diane Miller

Stagiaires : Janna Meneghello, Jon Elliott

Renseignements sur la publicité :

Diane Miller (613) 996-3035

Secrétariat national de recherche et de sauvetage

Édifice Standard Life, 275, rue Slater, 4^e étage

Ottawa (Ontario)

K1A 0K2

ISSN 1183-5036



Lettre de la rédactrice en chef

Après une année de réflexion et de restructuration, nous sommes fiers de vous présenter ce numéro spécial 2001 de notre revue SARSCÈNE. Nous espérons que vous en apprécierez les divers articles sur la recherche et le sauvetage.

En 2002, la revue reprendra son calendrier normal et continuera de vous entraîner davantage dans cet univers qui vous touche si particulièrement. Nous vous rappelons qu'il s'agit de votre revue. Si vous souhaitez soumettre un article, veuillez communiquer avec nous. Le personnel du Secrétariat national vous transmet ses meilleurs souhaits. —

Lettre d'adieu du directeur exécutif

Après presque sept ans comme directeur exécutif du Secrétariat national de recherche et de sauvetage (SNRS), je prends ma retraite. Je tiens cependant à vous dire que j'emporte fièrement avec moi de nombreux souvenirs heureux des réalisations que nous avons atteintes ensemble au SNRS. Des événements à grand profil international qu'ont été les Congrès SARSCÈNE et les Jeux de SARSCÈNE, maintenant connus à l'échelle mondiale, au Projet de l'initiative de transition stratégique (PITS), moins connu mais non moins important et qui peut changer la façon dont nous abordons les activités de recherche et de sauvetage au Canada, nous avons accompli une somme formidable de travail. Nous disposons maintenant d'un programme intégré de recherche et de sauvetage au sol (RSS). Le Fonds des nouvelles initiatives (FNI) en R-S est maintenant étendu à tous les fournisseurs de services de recherche et de sauvetage, aussi bien fédéraux que non-fédéraux. La liste est longue. Nous avons vraiment fait toute la différence.

Mais aussi longue que pourrait être cette énumération, il faut dire que presque rien, sinon rien du tout, n'aurait été possible sans la prévoyance, l'esprit d'initiative et le dévouement de toutes les personnalités qui se sont révélées au SNRS. Ces pionniers ont été la force derrière chacune de nos réussites, et je les remercie tous de leurs qualités indiscutables de meneurs.

Les programmes du SNRS comme SARSCÈNE m'ont donné l'occasion de m'associer à la grande fraternité des spécialistes de la recherche et du sauvetage, engagés tous tant qu'ils sont, à plein temps ou de façon bénévole, à sauver d'autres personnes. Qu'ils fassent partie des fameux techniciens de recherche et de sauvetage des Forces canadiennes, des spécialistes de la recherche et du sauvetage de la Garde côtière canadienne ou des chercheurs bénévoles d'un village inuit éloigné, j'ai été fier de pouvoir m'associer à eux.

J'aimerais tout particulièrement reconnaître le travail des bénévoles de la recherche et du sauvetage qui se dévouent et investissent leur temps à apprendre et perfectionner leurs compétences de recherche et de sauvetage, et qui sont prêts, sur simple appel, à laisser tout tomber pour se consacrer entièrement à une mission d'intervention en recherche et sauvetage, parfois en mettant leur propre vie en péril pour en sauver une autre. Les bénévoles font tout cela en majeure partie gratuitement, en payant leur propres frais, ce qui en dit long sur leur engagement et sur leur dévouement.

Je vous remercie de toutes les expériences merveilleuses qu'il m'a été donné de vivre et des nombreuses amitiés que j'ai pu entretenir au cours de mon mandat comme directeur exécutif du SNRS. Je poursuis ma route sachant que le domaine de la recherche et du sauvetage au Canada, l'une de nos entreprises humanitaires les plus importantes et les plus nécessaires, est entre bonnes mains. —

R. William (Bill) Slaughter



DES RÉSULTATS FORMIDABLES À R-S 2000

En raison de l'immensité de notre pays, les bénévoles de la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC) ont rarement la chance de voir leurs homologues à l'œuvre dans les diverses régions. C'est en pensant à cela que les associations régionales de la GCAC ont pris part aux compétitions régionales pour mettre à l'épreuve la compétence et le savoir-faire de leurs membres en recherche et sauvetage (R-S), et développer l'esprit d'équipe au sein de l'organisation. Les compétences évaluées visaient la planification de l'intervention, le sauvetage nautique, l'administration des premiers soins, l'utilisation d'une pompe à eau et les communications radio.

P louf! N'entendez-vous pas ce son en pensant au plongeon dans le Saint-Laurent d'un membre de la Garde côtière auxiliaire canadienne en combinaison d'immersion? C'est exactement ce que les spectateurs ont été capables d'entendre et de voir lorsqu'ils ont été témoins de l'événement mystère de la grande compétition nationale R-S 2000, qui s'est déroulée à Lachine, au Québec.

Avec le recul, les choses peuvent paraître simples, mais lorsqu'on considère qu'il ne faisait pas chaud et que l'eau était glacée, on pense bien que personne n'avait envie d'être mis au défi de plonger. Pour nombre des participants, c'était la première fois qu'ils revêtaient la combinaison d'immersion recouvrant entièrement le corps. C'est pourquoi les choses se sont un peu compliquées lorsqu'on leur a demandé de courir ou de marcher sur 30 à 40 m – imaginez-les plutôt se dandinant – de sauter du quai pour nager jusqu'à l'autre quai et d'en revenir, d'enlever la combinaison et de la remettre bien proprement dans son sac, le tout le plus rapidement possible. Le but de l'événement mystère était de faire preuve de savoir-faire technique, de rapidité et d'agilité. C'est Greg Miller, candidat émérite à la direction de l'unité régionale du Pacifique de la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC), qui a remporté l'épreuve.



Depuis plusieurs années, les associations régionales de la GCAC participent à des compétitions régionales mettant à l'épreuve les compétences et le savoir-faire en R-S des membres. Mais cette année était la première où la compétition était nationale. Qui plus est, pour encourager la coopération et l'échange entre les deux organisations, la Garde côtière auxiliaire américaine (USCGA) a envoyé six équipes qui se sont affrontées entre elles, donnant à l'événement un profil international.

Des prix ont été remis aux gagnants de chaque compétition, à la fois pour la Garde côtière auxiliaire canadienne et son homologue américaine. Le prix pour le championnat national est allé à l'équipe lauréate de la compétition nationale de chaque pays.

Toutefois, on a procédé différemment pour déterminer le champion international. Avant la compétition, Everette Tucker, commandant national de l'USCGA et Harry Strong, président directeur général de la GCAC ont choisi une des épreuves de la compétition. Les équipes canadienne et américaine gagnantes de cette épreuve ont été comparées. Cette année, la championne internationale de R-S 2000 a été l'équipe de Terre-Neuve.

Nous tenons à remercier tout spécialement la GCAC de la région Laurentienne qui n'a pas ménagé ses efforts lors de cet événement. Cette première compétition nationale a été un succès sur toute la ligne! ■

*Kathy Needham, stagiaire R-S,
Administration centrale de la GCC*



Mission accomplie

Selon le mandat du programme de recherche et de sauvetage de la Garde côtière canadienne, l'un des objectifs consiste à appuyer et à faire participer la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC). La Garde côtière de la région de Terre-Neuve s'est acquittée de sa mission en accueillant à Gander la compétition régionale de recherche et de sauvetage de Terre-Neuve de la GCAC.

Chaque année, les 5 000 bénévoles de la GCAC participent à plus de 25 % de toutes les missions de recherche et de sauvetage en mer du Canada. À Terre-Neuve seulement, la GCAC répond chaque année à environ 42 % de tous les appels de détresse en mer.

La compétition organisée à Terre-Neuve mettait à l'épreuve des compétences comme la planification de l'intervention, le sauvetage nautique, les premiers soins, les opérations de pompage de l'eau, les communications radio, les inspections gratuites des navires et le lancement d'amarres. Après chaque épreuve, les membres de la Garde côtière analysaient la performance avec les équipes.

Au banquet régional de remise des prix, Joe Price, directeur général régional à Pêches et Océans Canada, région de Terre-Neuve, a déclaré dans son allocution que Neil Peet (Garde côtière canadienne – Terre-Neuve) « vivait et respirait pour faire le bonheur des membres de la GCAC. Et à regarder les sourires autour de nous sur tous les visages, a-t-il ajouté, il doit faire du bon boulot. » ■

*Kathy Needham, stagiaire R-S,
Administration centrale de la GCC*



Les équipes participant aux Jeux de SARSCÈNE démontrent leurs habiletés en premiers soins.

JEUX SARSCÈNE

La quatrième édition des jeux annuels de SARSCÈNE a été le clou de la première journée de SARSCÈNE 2000. Organisés dans le Parc de la nature, à Laval, les jeux ont réuni 11 équipes venues de tous les coins du Canada et des États-Unis, qui se sont affrontées dans divers événements de R-S, notamment l'événement mystère annuel, qui simulait l'effondrement d'une structure. Il s'agissait en l'occurrence d'une piscine extérieure et les personnes auxquelles il fallait porter secours se trouvaient au-dessous. C'est une équipe formée de membres de Parcs Canada, de la région du Québec et du Groupe bénévole Sauvetage Canada Rescue (SCR) qui a ravi la première place. Le groupe Marathon Emergency Services, gagnant de la médaille d'or des deux dernières années, s'est classé au second rang et une équipe composée

APERÇU – SARSCÈNE 2000

Le congrès SARSCÈNE 2000 Un Pour Tous, All For One s'est tenu du 11 au 15 octobre 2000 à Laval, au Québec. Ce bel exemple de collaboration et de coopération réunissait les fournisseurs de services de recherche et de sauvetage (R-S) de toutes les régions du Canada et du monde, pour tous les éléments – terre, mer, air et espace.

En plus d'offrir des exposés instructifs, des démonstrations sur le terrain et des activités sociales, pour la première fois le congrès SARSCÈNE coïncidait avec le séminaire Cospas-Sarsat (système international de satellites pour la recherche et le sauvetage). Le congrès a réussi à surpasser le record d'affluence de l'an dernier, avec 807 participants (dont 69 conférenciers) venus de partout dans le monde, ce qui a donné aux membres des organisations bénévoles provinciales, territoriales ou fédérales de R-S la possibilité de faire part de leurs connaissances et de leur expérience.

La tradition voulant que le Secrétariat national de recherche et de sauvetage (SNRS) s'associe à un groupe de bénévoles régional pour parrainer l'événement, cette année, le partenaire du SNRS était le Groupe bénévole Sauvetage Canada Rescue. D'autres membres de la communauté de R-S du Québec et du reste du Canada ont apporté leur appui.

La semaine a commencé en beauté par une série de séances de formation et plusieurs organisations de R-S ont tenu leur assemblée annuelle avant l'ouverture du congrès (les 9 et 10 octobre).

ASSEMBLÉES ANNUELLES

- la Garde côtière canadienne (GCC)
- la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC)
- Parcs Canada

SÉANCES DE FORMATION

- Pistage – Wayne Merry de Context North et Everett Savary de Halifax Regional Search and Rescue
- Gestion des incidents de recherche et de sauvetage – Rick Lavalla d'ERI International, Richard Smith d'ERI Canada, Dave Perkins du UK Centre for Search Research et Chris Long, directeur du programme de R-S de l'État de Washington
- Recherche de nuit – Mike Doyle, Doug Doyle, Ken Snider et Mike McEwan de SARBC
- Chiens pour les sinistres – Louis Coste, président de COSI, compagnie de secours internationaux et François Rostelland, coordonnateur du Centre national de formation des équipes cynophiles de recherche et de sauvetage de Briançon, en France.

entièrement de bénévoles membres de la Garde côtière auxiliaire canadienne et de SCR a décroché la troisième place.

L'après-midi était consacré au défi de gestion de la R-S, organisé par le U.S. Emergency Response Institute International (ERI). L'équipe SAR Rescue 40 de l'Ohio a remporté l'épreuve qui reposait sur les six étapes recommandées par l'ERI pour gérer une intervention de R-S.

En marge des jeux, il y avait de l'inédit avec l'organisation des premiers jeux s'adressant aux cynophiles, soit huit équipes comprenant les maîtres-chiens et les chiens qui s'affrontaient dans diverses épreuves, notamment la recherche d'un article dans les « cubes de Laval » (plusieurs grands compartiments, dont l'un renfermait une personne) et une épreuve d'obéissance à bord d'une embarcation. Le grand gagnant a été Mario Lavigne de Sauvetage Canada Rescue des Laurentides et ses deux chiens Jazz, un berger allemand et Sol, un labrador retriever, qui sont arrivés respectivement au premier et au troisième rang, tandis que Cliff Neumann de SCR et sa chienne Millie sont arrivés au second rang.

Un cours d'initiation à l'orientation sur le terrain, des expositions et des activités, dont les Jeux, ont rendu l'événement à la fois agréable et stimulant pour les participants et les spectateurs.

La remise des prix pour les Jeux a eu lieu lors de la soirée d'accueil du Congrès. C'était une façon de donner à la fois aux concurrents la possibilité de célébrer leur victoire tout en

permettant aux participants à l'atelier de renouer avec de vieux amis et d'anciennes connaissances. Ils avaient par ailleurs un aperçu des exposants. La soirée en l'honneur des bénévoles a été l'une des activités sociales les plus agréables et a montré que SARSCÈNE ne se limite pas à un échange d'idées et à des séances de formation en recherche et sauvetage.



Les autochtones participent à la cérémonie d'inauguration à Laval (QC).

Le salon cette année s'est surpassé : 58 exposants. Nombre d'exposants ont donné des biens pour la vente aux enchères par offre écrite : quelque 108 articles ont permis de recueillir environ 3 500 \$ à l'appui des membres de la communauté de R-S du Québec.

LE BANQUET DE REMISE DES PRIX

Au cours du banquet de remise des prix aux personnes qui se sont particulièrement illustrées en 2000, on a décerné le Prix pour réalisation exceptionnelle en recherche et sauvetage à Phillip E. Jennex, président de la section néo-écossaise de l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens (ACRSA) et coordonnateur de programmes au Collège de la Garde côtière canadienne. Les activités de Phillip Jennex en R-S au Canada transcendent les régions et embrassent divers niveaux, depuis son travail d'instructeur et sa participation à des interventions d'urgence jusqu'à ses efforts pour améliorer les méthodes de prévention actuelles.

Des Certificats de mérite ont été remis à :

- Jean Maillette, directeur, Programme de formation en R-S et gestionnaire principal de R-S au Collège de la Garde côtière canadienne, à Sydney (Nouvelle-Écosse);

Démonstration de descente en rappel



- Wayne Merry, de Context North, à Atlin (Colombie-Britannique);
- Greg Ursel, de l'ACRSA, chef adjoint de secteur à Calgary (Alberta);
- l'organisme Moose Factory Search and Rescue (MFSAR), à Moose Factory (Ontario);
- Scott Brickwood et Bonnie Hood, de l'équipe Peace Regional Search and Rescue (PR SAR), en Alberta.

Le banquet de remise des prix de recherche et sauvetage et SARSCÈNE 2000 ont officiellement pris fin lorsque Bill Slaughter, directeur exécutif du SNRS a remis le drapeau à Debbie Brewster, de l'organisation de R-S du district de Whitehorse pour organiser, avec l'Organisation des mesures d'urgence du Yukon et le Secrétariat national de recherche et de sauvetage, SARSCÈNE 2001 à Whitehorse, au Yukon. —

Janna Meneghello, stagiaire,
Université Simon Fraser

Jeux cynophiles



LA CÉRÉMONIE D'INAUGURATION

Le jeudi 12 octobre a débuté par la cérémonie d'inauguration du congrès et une présentation thématique sur Cospas-Sarsat. Les traditionnels joueurs de cornemuse et de tambours marchaient en tête du défilé avec les porte-drapeaux des pays, provinces et territoires représentés. La troupe Eastern Door Dancers a exécuté une danse Mohawk traditionnelle et un aîné a animé une séance de prière. De nombreux dignitaires ont parlé, notamment M^{me} Lise Thibault, lieutenant-gouverneur du Québec.

La présentation thématique, « Le système de satellites Cospas-Sarsat : un câble de survie » résumait le mandat et les fonctions de l'organisation. Après l'exposé, tous les participants au congrès ont eu droit à un déjeuner de bienvenue offert par les exposants, avant d'assister aux présentations de l'après-midi.

LES ATELIERS LES PLUS COURUS

- Jim Stanton, Jim Stanton and Associates – gestion des médias et des crises : alimenter le monstre;
- Rick Goodman de la police de l'État du Nouveau-Mexique – Coup d'œil sur l'avenir de la R-S.

SALON COMMERCIAL ET DÉMONSTRATIONS

Outre les exposés à des fins éducatives, SARSCÈNE 2000 a été le théâtre de diverses expositions et démonstrations tant sur les lieux qu'à l'extérieur. Parallèlement aux jeux et aux expositions du salon commercial, l'École nationale d'escalade du Québec et l'équipe de sauvetage du Service des incendies d'Ottawa ont donné une démonstration de descente en rappel sur un mur de l'Hôtel Sheraton. Les participants ont eu droit également à une démonstration d'aéroglesseur, à une descente en rappel sur la rive, à un sauvetage en hélicoptère et à un avion amphibie, le tout dans le cadre de la croisière de démonstration de R-S sur le Saint-Laurent.

SARPAL:

L'embarcation télécommandée permet la réduction des risques



Le 24 mai 2000, au club de voile de Nepean, des spectateurs ont eu la chance de voir un engin de recherche et de sauvetage à l'œuvre. Le SARPAL, embarcation prototype de R-S portable et largable par air, a été déployé sur le lac Deschênes où l'on a fait une démonstration de ses fonctions. Les spectateurs ont eu la possibilité de faire l'essai du prototype sur l'eau à titre expérimental.

Mis au point par le ministère de la Défense nationale (MDN) avec le cofinancement du Fonds des nouvelles initiatives (FNI) du Secrétariat national de recherche et de sauvetage (SNRS) et de International Submarine Engineering (ISE), le SARPAL est une embarcation télécommandée qui peut être larguée d'un avion Hercules CC130, d'un hélicoptère ou d'une petite grue. Le SARPAL représente admirablement ce qu'une puissante technologie, mise au service de l'imagination, peut produire au profit de la recherche et du sauvetage.

Le SARPAL veut répondre à des besoins particuliers. En mer, même après le repérage des naufragés, la tempête peut ralentir le sauvetage. Or, le temps est compté pour les personnes qui luttent afin de trouver leur souffle et ne pas se laisser envahir par la panique à des températures avoisinant le point de congélation.

Les naufragés ont souvent besoin de trouver refuge dans une station maritime intermédiaire jusqu'à ce qu'ils puissent être secourus. Toutefois, lorsqu'un radeau léger sans moteur est largué dans des eaux tumultueuses, il se retrouve souvent loin des personnes en détresse qui luttent pour leur vie et peuvent être contraintes de dépenser leurs précieuses réserves d'énergie à déployer en vain des efforts pour atteindre le radeau. Dans ce genre de situation, les techniciens de R-S sont souvent contraints de pénétrer dans des eaux froides et agitées pour essayer de rejoindre les naufragés. Certes ce sont des actes de bravoure, mais qui n'en mettent pas moins un plus grand nombre de vies en danger.

Le SARPAL offre une solution et se démarque des autres radeaux modernes du fait qu'il est autopropulsé et téléguidé. Une fois que les

techniciens de R-S ont repéré les naufragés, le SARPAL est lancé par l'arrière d'un avion Hercules. Pendant la descente, ses deux principaux flotteurs se gonflent. Dès que l'engin touche l'eau, le parachute s'escamote et le capot de protection contre les intempéries se met en place. Une fois l'engin à l'eau, les techniciens de R-S peuvent le diriger à partir d'une télécommande d'ordinateur portable ou établir des points de cheminement qui, grâce au système GPS (Système mondial de localisation) permettront au SARPAL de se diriger de manière entièrement autonome.

Comme le SARPAL peut être téléguidé, les techniciens de R-S peuvent le programmer pour qu'il mette le cap sur les naufragés. Grâce aux caméras installées à l'avant et à l'arrière de l'engin, les navigateurs voient où se trouvent les naufragés et une caméra interne surveille leur état une fois qu'ils sont à bord.

Il est toujours très difficile de faire monter à bord d'une embarcation de sauvetage des victimes d'hypothermie qui n'ont guère la capacité de se mouvoir. Toutefois, ISE travaille à l'élaboration d'une plate-forme automatisée qui pourra être fixée à l'arrière et aidera les naufragés à se hisser à bord. Par ailleurs, le

centre de gravité peu élevé du SARPAL et ses fonctions de navigation en font une petite embarcation remarquablement stable qui peut affronter une mer démontée tout en maintenant son cap.

On a construit deux prototypes. Le premier, le M-2A, a été doté d'un réservoir de carburant rempli d'eau, d'un moteur, d'une hélice et d'un arbre de transmission bidons pour les essais de largage et l'évaluation. Au cours des essais préliminaires, on a largué le M-2A avec succès dans l'eau d'une hauteur maximale de 5 m environ, simulant une rapidité d'entrée de près de 10 m/s. Les essais de largage de qualification à partir d'un avion Hercules ont été menés avec succès avant la fin de l'année. Les activités se poursuivent.

On a doté le second prototype, le M-2B, d'un système de propulsion, d'un système de navigation GPS et d'instruments électroniques pour l'évaluation de sa manœuvrabilité et de sa navigabilité. Le M-2B a effectué avec succès les essais en mer dans des eaux atteignant 5 sur l'échelle d'état de mer, tout en étant dirigé à partir d'un Cessna.

En plus de leur usage en tant qu'outil de recherche et sauvetage pour le MDN, ISE explore d'autres vocations commerciales pour des véhicules similaires. Le SARPAL pourrait trouver place à bord des navires de croisière, à partir desquels il pourrait être largué à l'eau par les petites grues généralement utilisées pour le largage des bateaux de sauvetage. On peut envisager des applications militaires, de même qu'en cas de catastrophe environnementale. L'embarcation pourrait servir, par exemple, en R-S à bord des pétroliers ou pour contenir les déversements de pétrole en tirant derrière elle un barrage flottant gonflable qui serait téléguidé pour circonscrire le déversement. Bien que le SARPAL en soit encore au stade expérimental, la Garde côtière et la Marine américaines ainsi que des organismes d'autres pays ont déjà manifesté de l'intérêt.

Si le SARPAL se révélait fonctionnel dans le domaine de la recherche et du sauvetage, il faciliterait la tâche souvent ardue des sauveteurs en mer. Le MDN et ISE ont construit en 2001 un prototype entièrement fonctionnel.

Pour plus de renseignements sur le SARPAL, communiquez par courriel avec le gestionnaire de projet, Lori Porter (lporter@ise.bc.ca) ou visitez le site Web de l'ISE à : www.ise.bc.ca. ■

Janna Meneghello, stagiaire,
Université Simon Fraser



Equipe de sauvetage sous-marin pour la région de Yellowknife.

Fonds des nouvelles initiatives (FNI) en R-S 2001-2002

N°IDFNI	TITRE
2001052	Évaluations
2001007	Achat de radios portatives et compatibles; recherche et sauvetage de Campbell River, C.-B.
2001008	Fourniture de services radiomaritimes de sécurité, Inuktitut
2001022	Élaboration de matériel de formation de recherche et de sauvetage, NT
2001045	Amélioration du registre canadien des balises de localisation
2001012	Radiobalise de localisation des sinistres (EPIRB) pour petites embarcations de sauvetage côtières
2001034	Projet de collaboration avec le Québec entourant les avalanches (PCQA)
2001001	Formation dans l'utilisation de l'équipement: Chatham-Kent (Ont.)
2001037	Variabilité des vents forts le long de la côte ouest, île de Vancouver
2001026	Mise à jour du modèle de givrage des avions - Phase II
2001040	Vidéo <i>Recherche et sauvetage et la radiobalise de détresse (ELT) de 406 MHz</i>
2001024	Installation d'un réservoir de carburant, Cape Race (T.-N.)
2001029	Sangle de sauvetage double pour CH124
2001018	Essai et suivi du système de détresse en mer à bande métrique (VHF), projet pilote du Yukon
2001039	Système d'évacuation en mer
2001021	Navigation électronique: système GPS, NT
2001023	Système de répartition, d'enregistrement, de formation et de gestion des urgences par Internet, NT
2001005	Mise à jour en formation et en communication: Comox Valley GSAR Association, C.-B.
2001031	Outil conseil permettant d'estimer l'emplacement au sol d'un avion manquant
2001006	Système automatique de suivi des positions: Centre de la C.-B.
2001003	Formation des membres auxiliaires - Police de Toronto, ON
2001049	Analyse des besoins du programme de R-S, Sask.
2001036	Diffusion de renseignements météorologiques par Internet, Grands Lacs
2001048	Mise au point technique à faible coût d'une radiobalise de détresse (ELT) de 406 MHz pour l'aviation
2001027	Système canadien de livraison de précision par air (CPADS)
2001016	Matériel de formation et de prévention en R-S, côte du Labrador
2001044	Prévisions à haute résolution des vents côtiers, Grands Lacs
2001013	Établissement d'une Garde côtière auxiliaire canadienne dans l'Arctique
2001025	Imagerie active pour les opérations sous-marines de R-S
2001035	Programme de sensibilisation et d'intervention pour le sauvetage impliquant des kayaks de mer
2001009	Eau Sec
2001004	Policiers spécialisés en R-S : programmes de R-S pour civils et policiers
2001047	Élaboration de qualifications de maîtres des chiens pour R-S au Yukon
2001051	Apnée pour recherche et sauvetage en plongée - Équipement et formation
2001017	Prévention de la sécurité nautique en milieu Inuit
2001010	Recherche et sauvetage en cas de Tsunami - Région du Pacifique
2001046	Enrichissement du programme de certification en RSS au Yukon
2001028	Mesures de prévention du mal de l'air pour l'équipage de R-S
2001011	<i>Water Incident Research Alliance (WIRA)</i> - informations sur les décès et les blessures
2001041	Décodeur de message de radiobalise d'urgence de 406 MHz
2001030	RADARSAT-2 pour la R-S
2001042	Intégration d'une série de puces pour système GPS
2001050	Identification visuelle et normalisation de l'équipement (SARSAV), SK
2001032	Système de capteur de bord à montage rapide

Le 413^e Escadron remporte le trophée Diamond au SAREX

14^e ESCADRE DE GREENWOOD – Pour la première fois en 15 ans, les Américains ont participé à l'Exercice annuel canadien de recherche et de sauvetage (SAREX) qui s'est tenu du 15 au 20 septembre 2000 à Greenwood, Nouvelle-Écosse. Cette année, le SAREX, dont le 413^e Escadron était l'hôte, a eu lieu en l'absence de trois escadrons de recherche et de sauvetage (R-S) de l'Ouest chargés de retrouver un avion disparu dans les Rocheuses.

« Nous étions déçus qu'ils n'aient pas pu venir en raison de leur mission de recherche », a expliqué le LCol Mike Dorey, commandant du 413^e Escadron. Aussi la participation a-t-elle été limitée au 424^e Escadron de la 8^e Escadre de Trenton, au 103^e Escadron de R-S de la 5^e Escadre de Gander, au 413^e Escadron, hôte de l'exercice, et à une équipe mixte formée de membres du 444^e Escadron d'appui tactique de la 5^e Escadre de Goose Bay et du 439^e Escadron de la 3^e Escadre de Bagotville.

Les participants américains provenaient du 720th Special Tactics Group (le 23rd Special Tactics Squadron de Hurlbert Field en Floride, du 24th Special Tactics Squadron de l'AFB de Pope) et de la Garde aérienne nationale d'Alaska (210th Rescue Unit). Les mêmes règles s'appliquaient aux équipes américaines, lesquelles devaient s'affronter entre elles.

« Les Américains et les Canadiens organisent leur compétition séparément car les mandats sont différents, mais il s'agit d'une excellente occasion pour les techniciens en R-S de comparer le protocole et l'équipement médical », a indiqué le LCol Dorey.

La meilleure équipe en général et récipiendaire du trophée Diamond a été celle du 413^e Escadron. Outre qu'elle a gagné le trophée d'entretien (Maintenance Trophy), l'équipe s'est classée deuxième ou troisième dans les autres épreuves avec le moins grand nombre de points de pénalité.

Le 103^e Escadron de R-S de Gander s'est également très bien comporté au SAREX. En plus d'être la meilleure équipe dans l'épreuve de sauvetage, il a gagné l'épreuve médicale, à l'issue d'une lutte très serrée avec le 413^e Escadron, et il a été choisi à l'unanimité par les juges comme le groupe ayant le meilleur esprit d'équipe.



La meilleure équipe américaine toutes catégories a été celle du 24th Special Tactics Squadron.

Les équipes canadiennes se sont affrontées dans cinq épreuves notamment, la précision du saut en parachute, une épreuve de recherche et une simulation avec quantité de blessés.

L'exercice a commencé par l'épreuve traditionnelle du « son de cloche ». Amusante, mais hautement compétitive, cette épreuve de saut en parachute est réservée aux plus expérimentés (plus de 40 ans). Les sauteurs étaient chronométrés depuis le moment où ils touchaient le sol jusqu'à celui où ils pouvaient faire sonner une petite cloche installée au centre du terrain d'atterrissage. Les rafales de vent ont induit divers résultats. C'est l'adjuc Arnie Macauley, technicien supérieur en R-S de la 1^e DAC qui a enregistré le meilleur temps.

Au grand regret des principales équipes de R-S, l'équipe mixte formée d'escadrons de soutien au combat, qui ne sautent guère pendant l'année, n'en a pas moins dominé l'exercice de précision en parachute. Individuellement, le meilleur sauteur a été le sgt Dale Robillard du 444^e Escadron de Goose Bay, dont l'écart moyen au sol, après cinq sauts, a été de moins de 50 cm.

Le SAREX permet aux spécialistes d'un peu partout au pays de se rencontrer et d'échanger des informations tant théoriques que pratiques. ■

Le maj Ken Groen est le commandant adjoint du 413^e Escadron.



Prix de R-S décerné au bénévole Dave Brewer

Après quarante ans au service de la recherche et du sauvetage en qualité de bénévole, Dave Brewer, de North Vancouver, s'est vu accorder le prix annuel du bénévole de R-S du programme de protection civile de la Colombie-Britannique.

Le ministre de la Justice Andrew Petter a remis le prix à M. Brewer lors du lancement de la Semaine de la protection civile du programme, qui s'est déroulée du 1 au 7 mai dernier.

« Les bénévoles répondent à l'appel 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, et ils se préparent à affronter toutes sortes de situations et de conditions météorologiques, a déclaré M. Petter. C'est un privilège de rendre hommage aux bénévoles et aux coordonnateurs de la protection civile qui se sont donné pour mission d'aider tous ceux dans le besoin et qui contribuent à rehausser la qualité de vie et la sécurité en Colombie-Britannique ».

M. Brewer, qui faisait partie d'un groupe de six bénévoles auxquels on a rendu hommage au cours du banquet, était le seul représentant du milieu de la R-S. Membre de l'équipe North

Shore Search and Rescue, il a joué un rôle déterminant dans la mise sur pied de cette organisation au cours des 40 années qu'il lui a consacrées.

L'équipe, qui compte plus de 45 membres et répond à plus de 60 appels chaque année, n'a pas toujours été aussi solide. Lors de son premier sauvetage, en atteignant le sommet, l'équipe qui avait transporté son matériel jusqu'en haut de Goat Mountain s'est retrouvée dans la neige jusqu'à la taille. Dave a alors compris qu'on ne s'improvise pas sauveteur en montagne et que son équipe avait besoin de formation. À partir de là, il a été le fer de lance du perfectionnement de l'équipe North Shore Search and Rescue, et il a su apporter son appui aux autres équipes et aux bénévoles de toute la province.

Certes, cette distinction rend hommage à M. Brewer, mais elle n'est pas révélatrice de l'ampleur de ses efforts. L'organisation est le fruit d'un engagement de toute une vie vouée à la recherche et au sauvetage en Colombie-Britannique. —

*Janna Meneghello, stagiaire,
Université Simon Fraser*



Des plaques d'immatriculation spéciales pour les bénévoles en recherche et sauvetage au sol

Depuis la fin de l'an dernier, plus de 400 bénévoles en recherche et sauvetage au sol (RSS) de la Nouvelle-Écosse ont de nouvelles plaques d'immatriculation sur leurs véhicules.

Le programme, qui s'applique aussi aux pompiers volontaires, annule les frais d'enregistrement du véhicule et prévoit des plaques d'immatriculation spéciales. Il s'agit d'un moyen de récompenser le travail des Néo-Écossais qui acceptent de plein gré de courir des dangers pour venir en aide à leurs amis, à leurs voisins et même à de purs étrangers.

Comme l'explique Mike Lester, directeur de l'Organisation des mesures d'urgence (OMU) de la Nouvelle-Écosse, « Ces plaques distinctives sont le symbole de notre reconnaissance envers les bénévoles de RSS pour leur magnifique travail. Les nouvelles plaques indiquent clairement que les véhicules sont ceux de personnes qui s'occupent de situations d'urgence, et elles leur ouvrent l'accès à des zones réservées pendant les interventions d'urgence ».

Pour être admissible au programme, il faut être membre bénévole actif d'une équipe de RSS depuis au moins 12 mois et participer à 20 p. 100 au moins des activités de formation de l'équipe. Les intéressés peuvent obtenir une formule de demande d'inscription en s'adressant aux administrateurs des opérations de recherche, aux bureaux d'immatriculation des véhicules automobiles ou à un des centres d'Access Nova Scotia. Les bénévoles peuvent demander leur admission au programme à l'expiration de la période actuelle d'immatriculation de leur véhicule.

« Ces plaques exclusives sont un hommage rendu à un groupe important de bénévoles dont les tâches s'accomplissent presque toujours loin des regards du public, car la plupart des interventions de recherche ont lieu la nuit et par mauvais temps », rappelle Charlie Strickland, président de l'Association de sauvetage et recherche au sol de la Nouvelle-Écosse (ASRSNE). « Au nom de toutes les équipes de RSS, je voudrais remercier l'OMU et la province d'offrir ce programme à nos bénévoles. »

La Nouvelle-Écosse compte 25 groupes de recherche et sauvetage au sol qui se chargent d'environ 60 à 70 interventions de recherche par an. —

Louise MacDonald, Organisation des mesures d'urgence de la Nouvelle-Écosse

1^{er} mai

Nouvelle date limite – Prix pour réalisation exceptionnelle en R-S

En 1995, le SNRS a instauré son programme annuel de prix pour souligner le travail exceptionnel de bénévoles, de professionnels et d'organismes de R-S, et pour augmenter la sensibilisation aux interventions en recherche et sauvetage d'un bout à l'autre du pays.

Le Prix pour réalisation exceptionnelle en R-S est décerné à un individu ou à un organisme en reconnaissance de la contribution de R-S la plus exceptionnelle au Canada. Les Certificats de mérite sont attribués à des individus ou des groupes en témoignage de leur importante contribution à des interventions de recherche et de sauvetage.

Les récipiendaires sont retenus pour leur courage, leur détermination et leurs contributions remarquables en R-S. Si vous connaissez quelqu'un qui a contribué de façon exceptionnelle à la R-S, vous pouvez présenter sa candidature au Prix ou au Certificat.

Les présentations de candidatures seront acceptées jusqu'au **1^{er} mai 2002**. —

Pour une trousse d'information complète, veuillez contacter :

*Louise Pilloud, Chef, Communications et marketing
Secrétariat national de recherche et de sauvetage*

275, rue Slater, 4^e étage, Ottawa, ON K1A 0K2
(613) 996-2642 ou 1 800 727-9414, Téléc. : (613) 996-3746
Courriel : louisep@snrs.gc.ca

ISSUS DE L'EXPÉRIENCE

Petzl America vous apporte la solution que vous cherchez dans votre lutte quotidienne contre la gravité. Notre passion pour la recherche et l'innovation, et notre engagement pour l'excellence et la qualité nous ont permis de développer sans cesse de nouveaux produits et d'affiner leur technique d'utilisation. Aujourd'hui, Petzl est un leader mondial dans les domaines du secours et de l'accès sur corde. Contactez-nous pour obtenir les coordonnées du revendeur le plus près de chez vous.



DUO - certifié UL

Lampe frontale idéale pour les milieux exigeants. Equipée d'un double foyer lumineux pour un éclairage très puissant (ampoule halogène) ou plus économique (ampoule standard).



ECRIN - ANSI Z89.1

Casque certifié classe C, Type 2, 1986. Calotte rigide en polycarbonate. Jugulaire réglable pour un ajustement facile.



V2 BOD

Harnais complet certifié NFPA & ANSI. Léger et confortable. S'ajuste facilement grâce à ses boucles Double-Back brevetées.



FDC

Mousqueton autobloquant en acier, certifié NFPA 1983 (2001 ED) Conçu pour faire face aux situations de secours les plus exigeantes. Fabriqué aux USA.

Basic Mountain Safety From A to Z par J. Leslie Johnson

Que vous soyez un alpiniste chevronné ou que vous veniez tout juste de vous lancer dans l'aventure de plein air, l'ouvrage *Basic Mountain Safety From A to Z* ne sera pas un poids mort dans votre sac à dos. Dans ce guide de sécurité en montagne, J. Leslie Johnson fait la synthèse de 20 ans d'expérience d'alpinisme et de passion pour la montagne et présente une section de référence digne d'une encyclopédie. L'ouvrage est le dernier de la collection *Altitude Superguide*.

L'auteure part de l'hypothèse que la connaissance constitue la meilleure défense de l'alpiniste contre les risques et les aléas de son activité. Elle enseigne aux passionnés d'aventure l'art de « voir le risque, d'éviter le risque, de prévenir l'accident ». Son manuel est facile à lire, tant pour le spécialiste que pour le profane, dressant une liste de vérification de base et recensant les risques. M^{me} Johnson a recours à des interviews, à des photos et à des diagrammes couleur pour faciliter la compréhension du lecteur.

L'ouvrage, qui commence par une série d'étapes de base recommandées par le spécialiste canadien de la montagne Lloyd « Kiwi » Gallagher, pose les jalons de toute escalade, quelle que soit l'envergure du projet. Qu'il s'agisse de la liste de vérification des équipements indispensables ou des techniques pour découvrir la route à emprunter, l'auteure sensibilise le lecteur à la prévention. Alors que les autres guides de sécurité comportent de nombreux chapitres sur les préparatifs de base, l'auteure sait être brève tout en demeurant exhaustive. Gallagher sert d'ailleurs de caution à l'intérêt pratique des étapes proposées puisqu'il s'y conforme lorsqu'il prépare ses expéditions.

Le reste de l'ouvrage est un index encyclopédique et traite de divers sujets. On vous y parle tout autant des animaux que vous pouvez rencontrer en chemin, que des risques de l'eau et de tout ce que cela

implique. L'auteure ne perd pas de temps et s'en tient au cœur du sujet. Bien que cette section soit à lire avant une expédition, la table des matières et l'index permettent aux alpinistes de se reporter brièvement à l'ouvrage sur le terrain.

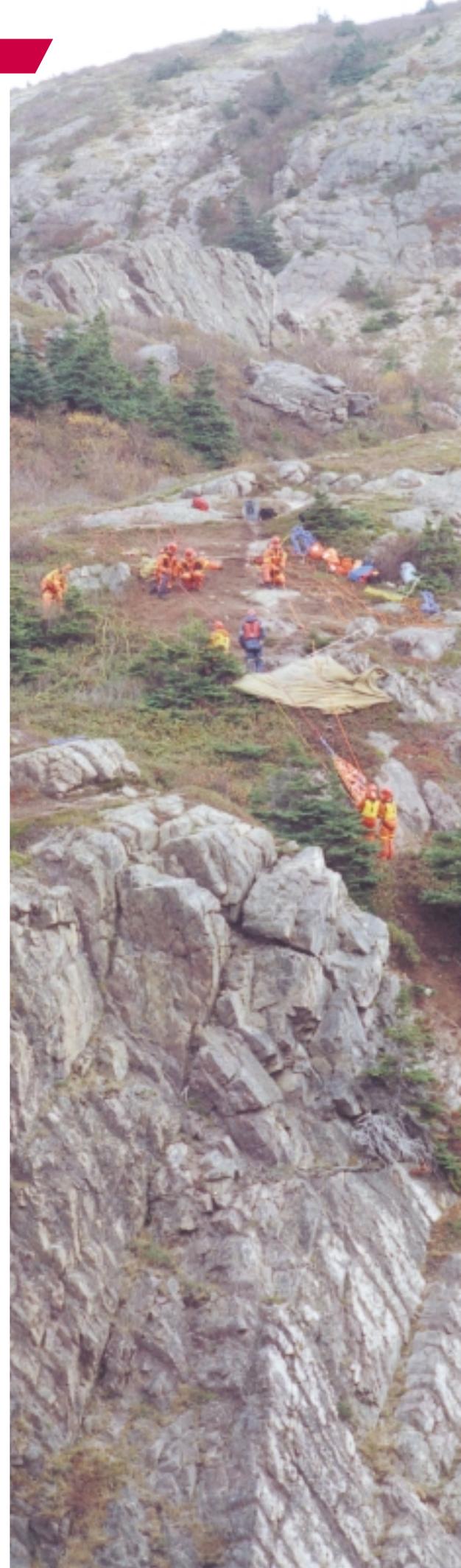
La page est conçue comme celle d'un magazine, ce qui rend le format encyclopédique étonnamment facile à suivre. Le lecteur est amené d'un sujet à l'autre et tout en cherchant les sujets qui l'intéressent, il peut jeter un coup d'œil sur les encadrés où l'on a intégré des citations d'auteurs comme Mark Twain, ou des illustrations de pistes de cougars. Les entrevues avec les spécialistes témoignent de l'ampleur de la recherche, qui est instructive et éclectique. Les sujets abordés vont des statistiques nous indiquant si les ours attaquent plus qu'autrefois au « Scoop on Poop » de Dixon Thompson.

Mais n'allez pas penser que ce guide, aussi savant qu'il soit sur la question, recense tous les risques de l'escalade. L'ouvrage répond à une double finalité, vous aider à prévenir les accidents de montagne et vous aider si un accident survient malgré tout.

L'ouvrage de J. Leslie Johnson *Basic Mountain Safety From A to Z* peut servir comme manuel de base à tous les alpinistes en herbe et son petit format (par rapport à la variété des sujets abordés) facilite son transport dans le sac à dos. ■

ISBN : 1-55265-023-5

Janna Meneghello, stagiaire,
Université Simon Fraser



Rehausser la capacité d'information en matière de prévention

Dans le monde de la recherche et du sauvetage, il est toujours question de nouveau matériel, de nouveaux moyens et de l'argent à trouver pour se les procurer. Si on investissait plutôt dans la prévention des cas de recherche et sauvetage ? Les statistiques et l'expérience nous le montrent : en recherche et sauvetage (R-S) comme dans les autres situations d'urgence, il serait possible d'empêcher que bien des cas se produisent si les gens étaient mieux formés à faire des choix avisés.

En 1997, le Secrétariat national de recherche et de sauvetage (SNRS) a achevé l'examen des activités fédérales non réglementaires de prévention. Coordonné par le Comité interministériel de recherche et de sauvetage (CIRS), l'examen a permis de découvrir un certain nombre de problèmes. D'abord, il n'existait pas de base de données pouvant servir à informer les organismes et les cadres de R-S des impacts des activités de prévention. En second lieu, on constatait des chevauchements entre les

programmes des divers organismes s'occupant de prévention; c'est un problème qui pouvait se régler en améliorant les communications et les échanges d'information entre organismes.

L'examen a donné au moins un résultat positif en amenant la création du groupe interministériel de travail sur la prévention en R-S. Ce groupe composé de délégués permanents de Parcs Canada, de la GRC, de la Garde côtière canadienne (Bureau de la sécurité nautique), de Transports Canada et d'Environnement

Canada a invité la participation de fonctionnaires de Santé Canada et de représentants de la Société canadienne de la Croix-Rouge. La première tâche, réalisée par le CIRS en 1998, a consisté à élaborer une vision, un objectif et des stratégies habilitantes en vue d'activités et de programmes fédéraux de prévention.

En 2000, dans le contexte des stratégies établies par le CIRS, le groupe de travail sur la prévention a lancé un projet financé par le Fonds des nouvelles initiatives en R-S, intitulé *Rehausser la capacité d'information en matière de prévention*. Le projet avait pour but d'analyser les données et les ressources d'information, y compris les données brutes d'intervention, qui peuvent servir à relever les tendances, les facteurs en présence, les taux et les circonstances.

Il y a deux volets en R-S : l'intervention et la prévention.

Le groupe de travail sur la prévention en était convaincu : si l'on parvenait à effectuer efficacement la collecte, l'agencement et l'analyse des données de causalité et d'intervention, les responsables des programmes de prévention pourraient puiser à ce fonds d'information pour former le public et empêcher, avant qu'ils ne se produisent, des incidents et des situations dangereuses susceptibles de nécessiter le recours à la recherche et au sauvetage. Le programme de rehaussement de la capacité d'information était la première étape d'une stratégie continue et à long terme de prévention des cas de R-S.

Les 22 et 23 mars 2001 à Ottawa, il s'est tenu une réunion d'information et de réseautage des divers praticiens de la prévention, représentant les ministères fédéraux à vocation de R-S, les OMU provinciales mandatées en prévention des cas de R-S, la Royal Newfoundland Constabulary, la Sûreté du Québec et la GRC. Il y avait aussi des universitaires et des délégués de Santé Canada, de la Société canadienne de la Croix-Rouge, de la Water Incident Research Alliance (WIRA), de la fondation Cook-Rees Memorial, de la Société de sauvetage et du Conseil canadien de la sécurité nautique.

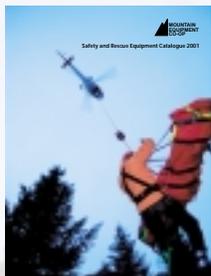
Cet atelier sur la prévention visait quatre objectifs : sensibiliser la population aux stratégies fédérales de prévention de la R-S; faire connaître les activités de prévention des organismes provinciaux et territoriaux et des organisations non-gouvernementales (ONG); analyser les leçons retenues et les pratiques exemplaires liées aux causes d'intervention, la surveillance et la stratégie nationale de prévention; déterminer un plan d'action de collecte de données de causalité et de surveillance des interventions dans tous les organismes partenaires en R-S.

Tous ces objectifs atteints, les participants ont convenu de la pertinence de diffuser dans tout le pays les pratiques exemplaires et les leçons retenues pour aider toutes les instances à élaborer et renforcer leurs activités et programmes de prévention.

Les participants ont ainsi pu échanger personnellement, avec leurs pairs, sur leurs activités et programmes.

Il s'agissait de la première réunion tenue au Canada pour traiter expressément de la prévention des cas de recherche et de sauvetage. ■

Mark McGaraghty, SNRS et Jon Elliott, stagiaire, Université Mount Saint Vincent

   <p>Pour recevoir un catalogue Au Canada Téléphone 1 800 661 7399 Télécopieur 1 800 722 1960 À Vancouver Téléphone 604 876 8650 Télécopieur 604 876 6590 www.mec.ca</p> <p>photo jia condon</p>	<p>Au service des groupes de recherche et de sauvetage au Canada depuis 30 ans.</p> <p>Matériel pour les groupes de recherche et de sauvetage et autres organisations. Notre spécialité: Le matériel de recherche et de sauvetage en milieu sauvage, le matériel et les câbles de sauvetage à grand angle, et les vêtements pour toutes conditions. Service available in English.</p>
---	---

PROJET D'INITIATIVE DE TRANSITION STRATÉGIQUE

Dans le meilleur des mondes, personne ne prendrait de risques inutiles et le temps serait toujours prévisible. Malheureusement chaque jour, des gens ont besoin d'une intervention d'urgence.

Le système actuel de recherche et de sauvetage (R-S) au Canada a bien des défis à relever dont son immense territoire (aux environs de 13 millions de kilomètres carrés), un budget réduit, des problèmes de matériel et la popularité sans cesse grandissante des activités de plein air dans des conditions extrêmes. Le Programme national de recherche et de sauvetage (PNRS) s'efforce de relever ces défis ardues tout en améliorant ses interventions et ses activités de prévention des cas de R-S.

En 1999, sous la direction du Comité interministériel de recherche et de sauvetage (CIRS), le Secrétariat national (SNRS) a effectué l'examen des services fédéraux d'intervention fournis par la Garde côtière canadienne (GCC), le ministère de la Défense nationale (MDN), Parcs Canada et la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

L'examen a porté sur des aspects du programme tels que la gestion stratégique, la mesure du rendement, les structures de gestion du programme, les ressources humaines, le matériel, la formation, le Plan d'intervention en cas de catastrophe aérienne (CATAIR) et les postes de réserve fédéraux.

La constatation la plus importante à laquelle l'examen ait donné lieu est celle de l'absence de toute politique ou tout plan fédéral d'ensemble englobant les priorités, la structure de gestion effective et l'énoncé précis de ce qui est escompté des services fédéraux de R-S.

L'équipe d'examen est arrivée à la conclusion que sans politique ou plan de ce genre, les services fédéraux d'intervention

de R-S allaient fort probablement empirer avec le temps.

C'est en réaction à ces constatations que le projet d'initiative de transition stratégique (PITS) a été élaborée et approuvée ensuite par le CIRS. Il s'agit d'un projet de deux ans et demi dont les ressources de mise en œuvre proviennent du Fonds des nouvelles initiatives en R-S, des membres du CIRS et du SNRS, et qui a pour objectif premier l'élaboration d'un cadre stratégique de R-S qui serait approuvé et servirait à renouveler le système fédéral de R-S.

Le PITS s'attaque à sept problèmes dont la solution permettra de mettre sur pied un système renouvelé de R-S, à savoir : le cadre stratégique, le plan, les structures de gestion (SNRS, CIRS, etc.), la formation, l'interopérabilité du matériel, le Plan CATAIR et l'état de préparation aux interventions de R-S.

Une fois mené à bonne fin, le PITS aura produit un cadre stratégique global, des plans de programme et les mécanismes de prestation essentiels à un système impeccable de R-S au Canada.

En raison de la multiplicité des instances en présence dans les services fédéraux de R-S, l'équipe créée pour diriger les activités du projet, composée de membres venus du MDN, de la GCC et du SNRS, regroupe des compétences en R-S, en recherche stratégique, en administration et en gestion. Des personnes réputées provenant des groupes de R-S et de la fonction publique ont également été invitées à donner leur avis sur les sept questions à régler et sur la progression générale du projet. L'équipe devra tenir des consultations auprès des autorités

non-fédérales de R-S tout au long du projet, surtout en ce qui concerne l'ébauche du plan de R-S, le Plan CATAIR et le cadre stratégique global.

Au cours des prochaines années, il s'accomplira un travail énorme en vue de renforcer notre système national de R-S et de promouvoir l'excellence des services. La réussite du PITS repose sur trois facteurs : la transparence d'exécution des activités, des consultations constructives avec les partenaires non-fédéraux et des bases solides de recherche afin de vérifier au fur et à mesure les constatations et les recommandations qui se feront jour.

Les années de mise en œuvre de ce projet détermineront si le Canada peut disposer d'un cadre stable dans le domaine de la recherche et du sauvetage. En dernière analyse, des vies dépendent des résultats du projet d'initiative de transition stratégique. ■

*Jon Elliott, stagiaire,
Université Mount Saint Vincent*

Encordez-vous avec.....

MultiTrek
Formation • Équipement • Services

- Formation en sauvetage technique
 - Élaboration de programmes
 - Vente d'équipement spécialisé
- Destiné aux:*
- Services policiers et d'incendie
 - Personnel militaire et bénévole en recherche et sauvetage
 - Équipe du secteur des services publics

2630-E chemin Lancaster • Ottawa, ON • K1B 5L8
1-800-263-5232 • www.multitrek.com

Au service des Canadiens au sommet depuis 1982

Entrevue avec Margaret Purdy, chef du nouveau Bureau de la protection de l'infrastructure essentielle et de la planification d'urgence



Margaret Purdy, chef du BPIEPU

En février 2001, le premier ministre Jean Chrétien annonçait la création du nouveau Bureau de la protection de l'infrastructure essentielle et de la planification d'urgence (BPIEPU) et la nomination de Margaret Purdy au poste de sous-ministre déléguée de la Défense nationale. À ce titre, les fonctions de M^{me} Purdy englobent la responsabilité du BPIEPU.

M^{me} Purdy possède une connaissance étendue et une vaste expérience dans les domaines de la sécurité et du renseignement. Au fil de sa carrière, elle s'est retrouvée dans des postes de plus en plus élevés à la Gendarmerie royale du Canada, au Service canadien du renseignement de sécurité et au ministère du Solliciteur général. Arrivée au Bureau du Conseil privé en octobre 1995 à titre de Secrétaire adjointe du Cabinet, Sécurité et renseignements, elle est nommée Sous-secrétaire du Cabinet, Sécurité et renseignement, en novembre 1998.

Revue de la protection civile : Selon vous, la création du BPIEPU signale-t-elle une transformation du rôle traditionnel de la planification d'urgence ?

Margaret Purdy : Je crois que la création de cette nouvelle entité ouvre une foule de possibilités à la planification d'urgence, qui devrait prendre une importance encore plus grande qu'auparavant au Canada. À mon avis, le BPIEPU sera capable de jouer le rôle de chef de file national dans un vaste éventail de programmes et de manifester ainsi l'évolution de la nature de l'infrastructure essentielle du pays. Tous les secteurs clés, comme l'énergie, les services publics, les communications, les transports, la sécurité, les services et la fonction publique, dépendent de plus en plus de la technologie de l'information. Ils sont aussi extrêmement interdépendants. Cette évolution ne diminue en rien l'importance qu'il y a à se préparer à affronter et à gérer les catastrophes naturelles et les accidents graves les plus susceptibles de toucher sérieusement l'infrastructure physique. Mais aujourd'hui,

aucun plan de protection de l'infrastructure ne peut être estimé adéquat s'il ne tient pas compte de la dimension cybernétique. Évidemment, il y aura quelques changements administratifs au sein du BPIEPU lorsque nous fusionnerons la protection de l'infrastructure essentielle, ou PIE, avec la planification d'urgence. Nous prévoyons déjà des conséquences positives possibles sur les plans de la formation, de la communication et, bien sûr, des services généraux. Mais notre mandat et notre mission demeurent inchangés, c'est-à-dire, sauver des vies, protéger la propriété, se préparer aux catastrophes et les gérer lorsqu'elles surviennent.

RPC : Quelles répercussions la création du BPIEPU pourrait-elle avoir sur les relations avec les provinces et les territoires ?

M^{me} Purdy : En ce qui concerne la planification d'urgence, nos relations avec les provinces et les territoires sont déjà bien établies et j'ai exprimé clairement mon intention de les perturber le moins possible. Ces partenariats sont absolument essentiels si nous voulons pouvoir répondre aux besoins et aux attentes des Canadiens. La difficulté sera de déterminer qui sont nos partenaires naturels dans le domaine de la PIE. Dans certains cas, nous traiterons avec les mêmes hauts fonctionnaires provinciaux et territoriaux qu'avant, mais il se peut aussi que nous devions créer de nouveaux liens avec les dirigeants principaux des services d'information, de la sécurité publique, et ainsi de suite. Au niveau fédéral, nous travaillerons de concert avec nos collègues au Secrétariat du Conseil du Trésor, au ministère du Solliciteur général, à Industrie Canada et dans d'autres ministères en édifiant des partenariats à l'échelle nationale.

RPC : Comment la mise en place du BPIEPU se compare-t-elle avec ce qui se passe dans les autres pays ?

M^{me} Purdy : La plupart des pays industrialisés tiennent compte maintenant de la dimension cybernétique de la PIE et lancent des programmes de prévention, de détection et d'intervention.

Toutefois, selon les résultats de nos recherches, le Canada est le premier pays à combiner dans un même organisme la PIE et la planification traditionnelle en prévision des urgences et des catastrophes. En ce sens, nous servirons de modèle aux autres pays, qui nous observeront de très près.

Les partenariats internationaux seront aussi très importants pour le BPIEPU. L'infrastructure essentielle du Canada est de plus en plus liée aux infrastructures mondiales. Parallèlement, des menaces cybernétiques à notre infrastructure peuvent provenir de n'importe où dans le monde. Dans un tel environnement, il nous faut des partenariats internationaux de premier ordre. Encore là, nous en apprendrons beaucoup à étudier les liens qui existent déjà entre pays sur le plan de la planification d'urgence.

RPC : Le BPIEPU devra reconnaître et gérer les dangers susceptibles de menacer l'infrastructure essentielle du Canada. Comment relèverez-vous ce défi ?

M^{me} Purdy : Tout d'abord, nous tableons sur la solide base de compétences spécialisées qui existe déjà au sein de l'élément de planification d'urgence du nouveau Bureau. De plus, en ce qui concerne la PIE, la préparation au passage à l'an 2000 a donné l'occasion d'établir de nombreux contacts et réseaux nouveaux qui existent toujours. Selon nos estimations, environ 90 p. 100 de l'infrastructure essentielle du Canada appartient à l'entreprise privée ou à d'autres ordres de gouvernement, qui s'occupent de gérer les éléments dont ils ont la responsabilité. Maintenant, nous devons exploiter et élargir tous nos partenariats en vue de renforcer les points vulnérables et de parer aux menaces en mettant en commun l'information et les pratiques exemplaires. Il nous faut absolument des partenariats solides, au pays et à l'échelle internationale, pour pouvoir donner aux Canadiens le degré d'assurance auxquels ils ont droit.

RPC : Voudriez-vous nous dire ce que vous a appris l'expérience du passage à l'an 2000 et

comment elle a modifié la façon dont le BPIEPU se prépare à d'autres urgences ?

M^{me} Purdy : Je crois que nous avons appris l'importance de la détermination des risques et de la préparation opérationnelle. Le passage à l'an 2000 nous a amenés à rehausser les contrôles et les rapports, l'évaluation des risques et la planification de la reprise des activités. En agissant ainsi, nous avons pu prendre des mesures palliatives en vue d'atténuer les risques et les incidences possibles. Ce sont des lignes de conduite que nous continuons de mettre en application tous les jours. Nous perfectionnons sans arrêt nos compétences et nous créons de nouveaux outils, par exemple, de nouvelles méthodes en matière de communication et de connectivité.

Le passage à l'an 2000 nous a également appris à quel point il est vital d'avoir à sa disposition des mécanismes robustes de coordination et de prise de décision aux échelons administratifs les plus élevés. C'est ainsi que le travail effectué par le Groupe de planification nationale de contingence, ou GPNC, au ministère de la Défense nationale, a contribué à évaluer l'état de préparation du Canada en vue de l'an 2000. Le GPNC aidera aussi grandement le BPIEPU à remplir sa mission. Le Groupe a produit des modèles d'évaluation des risques propres à l'infrastructure, et le BPIEPU peut appliquer ces modèles à d'autres situations et se servir aussi d'outils tels que la base de données tenue par le GPNC.

Dans le domaine de l'évaluation des risques, le GPNC a également réalisé des études qui lui ont permis d'inscrire et de coter l'infrastructure essentielle du Canada dans une matrice d'interdépendance, un modèle d'une grande utilité qui donne aux planificateurs d'urgence les moyens d'évaluer l'infrastructure à l'échelle de la province, de la région et de la municipalité.

Finalement, comme je l'ai mentionné plus tôt, nous avons déjà d'excellentes relations avec les provinces et les territoires, et la préparation à l'an 2000 nous a offert l'occasion de créer de nouveaux partenariats avec le secteur privé et avec des pays étrangers. Ces rapports seront fort utiles au BPIEPU dans l'exercice de son mandat élargi. ■

L'auteur : Ruth Cardinal est consultante principale à la société Brad Mann Communications Consulting Inc. à Ottawa (Ontario).

Article reproduit avec la permission de la Revue de la protection civile et paru dans son numéro janvier-mars 2001, vol 28, n° 1

*Emergency Preparedness Canada website:
<http://www.epc-pcc.gc.ca>*

Recherche-développement au BPIEPU

Personne ne connaît mieux les subtilités de la recherche-développement en matière de catastrophes que Chris Tucker, directeur de la Direction de la recherche-développement au BPIEPU. M. Tucker et son personnel assument la vaste responsabilité de faire progresser la préparation aux urgences en exécutant des programmes de recherche, en créant et en tenant des bases de données chronologiques sur les catastrophes, en élaborant des cartes des risques naturels ainsi que des modèles de sinistre, en effectuant des évaluations de risques et en analysant les répercussions des urgences de toutes les sortes sur notre économie. Toutefois, la Direction de la R-D au BPIEPU est petite et, trop souvent, la demande de services excède de loin la capacité des chercheurs.

Comme l'explique M. Tucker : « Ces dernières années, il s'est produit plusieurs catastrophes de grande envergure qui ont attiré l'attention du pays, notamment les inondations au Saguenay en 1996, celles de la rivière Rouge en 1997 et la tempête de verglas en 1998. Le grand public s'est ainsi sensibilisé de façon plus aigüe aux dangers liés aux risques naturels, ce qui a mené à une demande accrue de recherche sur ces phénomènes. Ici, à nous seuls, nous n'avons pas les ressources humaines nécessaires pour répondre à la demande. Par conséquent, nous fonctionnons dans le cadre d'un programme de recherche multidisciplinaire mis en œuvre en collaboration avec d'autres ministères, des universités, le secteur privé et tout autre organisme apte et disposé à se joindre à nous. De cette manière, nous sommes capables d'entreprendre et d'achever des projets qui, autrement, pourraient être impossibles à réaliser ».

Un des projets conjoints dont M. Tucker est le plus fier a donné naissance à une carte polychromique des risques naturels en Amérique du Nord. Il s'agit d'un projet exécuté en 1998 et auquel la Direction de R-D a collaboré avec

des chercheurs du Mexique, des États-Unis et du Canada. Un prototype a été présenté à la *National Geographic Society* qui a offert de publier la carte en moins d'un an. La carte a éventuellement fait l'objet d'une diffusion à quelque 20 millions d'exemplaires et en six langues. Elle montre, sur l'ensemble du continent, les causes et les effets de toute une gamme de catastrophes naturelles telles que tornades, ouragans, sécheresses et tempêtes de grêle.

« Ce projet était tout un défi en ce qui concerne la collecte et la vérification des données », raconte M. Tucker. « Chaque fois que l'on passe une frontière, que ce soit du Canada aux États-Unis ou des États-Unis au Mexique, les mécanismes et les normes de présentation des données changent, et cela rend quelque peu suspecte notre capacité de comprendre les phénomènes dont les conséquences touchent plus d'un pays, ou même d'enregistrer ces phénomènes avec exactitude. La carte n'en reste pas moins un magnifique outil pédagogique autant pour le grand public que pour les écoles. Elle donne un bon aperçu général de ce qui se produit dans les diverses régions du continent ».

Suite à la prochaine page



Chris Tucker et son équipe sont chargés de créer des bases de données chronologiques sur les catastrophes. Ils élaborent des cartes des risques naturels et des modèles de sinistres, effectuent des évaluations de risques et analysent les répercussions des urgences sur l'économie canadienne.

Suite

M. Tucker mentionne quelques autres partenariats fructueux et durables. À titre d'exemple, la Direction de la R-D a réalisé conjointement avec Environnement Canada un modèle informatisé de tornade et de dommages causés par des inondations, et son partenariat avec la Commission géologique du Canada a permis l'élaboration d'un modèle de séisme et de glissement de terrain.

« Fondamentalement, nous concentrons nos travaux de R-D sur trois niveaux », explique-t-il. « Le niveau supérieur concerne les renseignements destinés au public, par exemple, la carte des risques naturels. Le niveau intermédiaire a trait à la création d'outils et de modèles d'évaluation des risques. C'est là que va la plus grande part de notre énergie. » Les travaux qui composent ce niveau intermédiaire comprennent les divers éléments du Système d'information sur les risques naturels, cartes électroniques et outils d'évaluation (NHEMATIS), un système prototype incluant une carte électronique nationale des risques naturels et une gamme d'outils d'évaluation des risques, de recherche et d'enquête.

« Les grandes questions que se posent les planificateurs de mesures d'urgence, c'est "Où sont les gens en situation de risque ?" et "Comment allons-nous traiter ce problème ?" "Pouvons-nous atténuer le risque ?". De plus en plus de nos modèles visent à répondre à ces questions et une bonne part de nos recherches ont des objectifs à long terme plutôt que celui de trouver des réponses rapides. »

Le niveau inférieur des activités de la Direction de la R-D est le plus élémentaire. Il s'agit de construire des bases de données et de renseignements, de nature qualitative et quantitative, pouvant servir de point de départ à l'élaboration de modèles ainsi que de produits plus communs tels que des cartes, des

directives et des rapports. « Fort heureusement, les données de base qui servent à la planification d'urgence sont plus faciles à obtenir qu'elles ne l'étaient autrefois », fait remarquer M. Tucker. « Nous recevons beaucoup d'aide des organismes fédéraux, entre autres, en plus de ceux déjà mentionnés, je pense à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, au Conseil national de recherches et à Statistique Canada. Il faut ajouter aussi que les grandes municipalités, les organismes provinciaux, les universités et l'entreprise privée participent de plus en plus étroitement à nos activités. »



M. Chris Tucker

Dans l'avenir immédiat, l'équipe de M. Tucker a l'intention d'intégrer au site Web du

BPIEPU certains aspects de son modèle des risques naturels, NHEMATIS. « Nous avons déjà une base de données téléchargeables sur les catastrophes naturelles. Nous venons de la réviser et elle contient maintenant les données relatives aux coûts de tous les sinistres depuis 1900, en dollars constants de 1999. »

Le travail de M. Tucker n'est pas fait pour les âmes sensibles. Les murs de son bureau d'Ottawa sont tapissés d'affiches montrant en détail les diverses catastrophes qui peuvent tuer partout dans le monde : inondations, tremblements de terre, tornades, et ainsi de suite. À bien y regarder, l'endroit le plus sûr de la planète serait quelque part au Groenland.

« De fait, je ne reste pas éveillé la nuit à craindre que le ciel me tombe sur la tête », dit-il en riant. « Je suis plus préoccupé par la question de trouver et d'embaucher des gens enthousiastes pour que ma Direction soit capable d'accomplir toutes les tâches pressantes qui attendent. Mon poste est suffisamment chargé de travail pour nourrir une carrière et demie ». —

Article reproduit avec la permission de la Revue de la protection civile et paru dans son numéro janvier-mars 2001, vol 28, n° 1

Calendrier

Si vous prévoyez des activités et que vous voulez les annoncer dans SARSCÈNE,

Veillez communiquer avec Diane Miller

Tél : 1 800 727-9414 ou (613) 996-3035

Courriel : dmiller@snrs.gc.ca, Téléc : (613) 996-3746



CONGRÈS ANNUEL NASAR RESPONSE – SAR 2002

Le congrès annuel NASAR Response se déroulera du 30 mai au 2 juin 2002 à Charlotte (North Carolina). Les détails restent à finaliser mais pour obtenir les dernières nouvelles, il suffit de consulter le Site Web de NASAR : www.nasar.org.



CONGRÈS SARSCÈNE 2002

Le XI^e Congrès de la recherche et du sauvetage se déroulera du 11 au 14 septembre 2002 à Halifax (Nouvelle-Écosse).

Renseignements : www.snrs.gc.ca

Louise Pilloud, Chef, Communications et marketing
Secrétariat national de recherche et de sauvetage

275, rue Slater, 4^e étage

Ottawa (Ont.) K1A 0K2

Tél. : (613) 996-2642

ou 1 800 727-9414

Téléc. : (613) 996-3746

Courriel : louisep@snrs.gc.ca

Charlie Strickland, Président
Association de sauvetage et recherche au sol de la Nouvelle-Écosse (ASRSNE)
141, rue Sixth

New Glasgow, N.-É B2H 1B6

Courriel : searchr@north.nsis.com

Site web : www.nsgsara.nsis.com

DENRÉES POUR TOUTES URGENCES

HOT
PACK

Repas nutritifs avec source de chaleur intégrée

PRÊT EN SEULEMENT
12 minutes

PRÉ-CUIT •

AUCUNE RÉFRIGÉRATION REQUISE •

DURÉE DE CONSERVATION 5 ANS •

LE REPAS AUTO-CHAUFFANT

ENTREPRISES HOT PACK INC.

369, CH. HOLLIDAY POINT, WOLFE ISLAND ON K0H 2Y0 • TÉL./TÉLÉC. (613) 385-1212
www.hotpackmeals.com • Courriel : david@hotpackmeals.com